



En 2018, les quais du Port autonome de Cotonou ont vu transiter 11 millions de tonnes de marchandises.

BÉNIN

## Une croissance sous surveillance

ADEWOLE/E. AROUNDOU

Si de nombreuses réformes ont été engagées et que le FMI félicite le gouvernement pour ses résultats économiques, les tensions politiques, ainsi que le retard pris par plusieurs grands projets, inquiètent les milieux d'affaires.

MARJORIE CESSAC

**S**ilence radio chez les grands patrons, anonymat requis pour les petits chefs d'entreprise, mutisme des banquiers... En ces jours politiques troublés, le Bénin des affaires est peu loquace. Frappé depuis la fin d'avril par le contrecoup d'une grave crise électorale, le pays naguère réputé en Afrique de l'Ouest pour la solidité de ses institutions est sur les écrans radars des investisseurs locaux et étrangers. En effet, l'exclusion des partis d'opposition lors des législatives du 28 avril et l'abstention record des électeurs y ont fait naître un malaise grandissant. Et ce, alors que le contexte se tend sur le plan sécuritaire. Au début de mai, deux touristes français avaient été enlevés par des groupes jihadistes, et leur guide, Fiacre Gbedji, tué. Alors, des questions surgissent. Ce tournant risque-t-il d'obscurcir la conjoncture économique des prochains mois? Pour l'heure, les grandes institutions financières tablent encore sur une stabilité de la croissance cette année. Ainsi, la BAD espère voir le pays voguer à une allure de 6,3 %, et le FMI, de 6,5 %, ce qui laisse anticiper une continuité par rapport à l'an dernier (6,5 %). Mais une révision à la baisse n'est pas exclue. « Compte tenu de la dégradation de la situation politique, nous entrevoyons un possible ralentissement de l'activité dans les mois qui viennent, met en garde Matthieu Pautonnier, économiste chez TAC Economics, société spécialisée dans

la prévision des risques. De surcroît, précise-t-il, la politique monétaire restrictive (taux d'intérêt à 4,5 %, alors même que l'inflation reste contenue) crée un frein conjoncturel. »

Ces prévisions n'entament en rien l'optimisme du gouvernement, qui se félicite des réformes engagées au début du quinquennat de Patrice Talon (2016-2021), à travers le programme « Bénin révélé ». Le pays a, par exemple, adopté un cadre réglementaire pour les partenariats public-privé, revu sa fiscalité pour inciter les investissements et élaboré un nouveau code numérique (*lire encadré page 52*).

### Le Programme d'action du gouvernement cible 12 secteurs

Le point d'étape réalisé à la fin de mars par le Bureau d'analyse et d'investigation (BAI), chargé de la coordination du Programme d'actions gouvernemental, que nous avons pu consulter, indique néanmoins que toutes ne sont pas finalisées comme voudraient parfois le faire croire certains officiels. Des réformes prioritaires, comme celles portant sur le foncier, la loi d'orientation des PME, la gestion des infrastructures routières, la création d'une Caisse des dépôts et consignations ou la création d'une agence de la recherche et de l'innovation étaient, elles, encore dans les cartons ou presque. Quant aux projets du Programme d'actions du gouvernement, passé depuis son lancement en 2016 de huit à douze secteurs →

### LA BOUCLE FERROVIAIRE AU POINT MORT

À l'arrêt depuis 2015, le projet ferroviaire Cotonou-Parakou-Dosso-Niamey, estimé à 1,2 milliard d'euros lorsqu'il a été porté sur les fonds baptismaux, en 2008, est toujours en stand-by. À l'initiative de Patrice Talon, des discussions ont commencé avec le Bénin et le Niger pour que le groupe Petrolin, dirigé par le Béninois Samuel Dossou, et le groupe français Bolloré Africa Logistics acceptent de se retirer. Aucun accord écrit n'a encore été trouvé, mais des sources béninoises affirment que « le principe est acquis ». « Seule la question du dédommagement pose encore problème », explique-t-on. Cotonou souhaite confier le marché de la réhabilitation de la liaison Cotonou-Parakou (438 km) à China Railway Construction Corporation Limited (CRCC). L'entreprise chinoise a déjà effectué des études de faisabilité.

VINCENT DUHEM, à Abidjan